

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Autopsie d'une ville

Autopsie d'une ville
2013

Consulté le 27 octobre 2016 de salto.noblogs.org
Publié dans *Salto - subversion & anarchie* n° 3, septembre 2013 (Bruxelles).

fr.theanarchistlibrary.org

2013

Table des matières

Ville de transit ou montagne de déchets?	5
Notre quartier, meilleure garantie pour le pouvoir?	7
La construction de nouveaux camps et temples	9
Le spectacle de la paix sociale	11
Structures répressives	12
Les infrastructures de la métropole.	14
Vers la rencontre imprévue...	15

La perspective d'une lutte spécifique dans une ville comme Bruxelles, comme par exemple la lutte contre la construction de la plus grande prison de Belgique, ne peut donc pas se cantonner au modèle plus « classique » de l'intervention insurrectionnelle. D'une certaine façon, une telle lutte spécifique devrait offrir le tremplin pour plonger dans la conflictualité sociale au sens large, y plonger avec nos propres pratiques et idées. S'y noyer est certes une possibilité, mais la création de quelques remous subversifs, voire peut-être même insurrectionnels, voilà ce que les compagnons engagés dans une telle lutte devrait avoir en tête. Car la question n'est pas de rassembler tout le monde derrière le drapeau de la lutte contre la nouvelle prison, mais plutôt de mener une lutte capable de dialoguer avec d'autres rébellions, sur d'autres terrains. Une perspective insurrectionnelle ne consiste alors pas à concentrer l'énergie rebelle sur un terrain singulier, mais dans l'explosion de ce terrain, une explosion qui se concrétise dans l'intensification de tous les foyers de conflictualité. *Et là se trouve cette fameuse rencontre imprévue.*

Changer l'environnement pour changer l'homme. Voilà le vieux rêve que chérit l'architecte. Cette illusion sous-jacente se manifeste dans quasi n'importe quelle application architecturale. Une ligne droite part de la prison qui devait déshabiller l'homme de ses inclinations criminelles jusqu'aux gares hyper-modernes qui sont supposées entraîner l'homme dans la circulation marchande toujours plus rapide, efficace et harmonisée. Ces transformations de l'environnement humain représentent une constante, même si leur vitesse semble aujourd'hui s'accélérer sans relâche.

Nous voulons faire la tentative ici de décortiquer la métropole-en-devenir de Bruxelles. Jeter un regard critique sur les nombreuses transformations spatiales et dresser une esquisse analytique des rapports sociaux qui à la fois en sont à la base et sont influencés par elles. Quelque part, une autopsie des projets que le pouvoir est en train de développer et qui modifient et modifieront considérablement l'espace dans lequel nous survivons et luttons. Enfin, nous espérons, à partir de nos idées et de notre combativité pour la liberté et la révolution sociale, distiller à travers cette autopsie quelques pistes qui pourraient indiquer de possibles perspectives d'attaque.

Ville de transit ou montagne de déchets ?

Bruxelles prend forme à travers deux mouvements, en apparence contradictoires, influençant nettement les rapports sociaux et la gestion de la paix sociale.

D'un côté, comme quasiment toute ville d'une certaine taille avec une concentration d'institutions étatiques, d'atouts économiques et un certain prestige international, cette ville est un pôle d'attraction et une ville de transit, tant pour les prolétaires et les pauvres que pour les cadres d'entreprises, les lobbyistes internationaux et toute la clique d'animateurs du spectacle (du divertissement aux journalistes et artistes). Ceci fait que la ville ne connaît en partie pas de population « stable » et que certaines zones restent grises et neutres, parfaitement adaptées à la circulation marchande moderne et au contrôle. Dans ces zones, le temps de la domination détermine l'espace. Un fouillis indescriptible pendant les heures de bureau et un sinistre silence de cimetièrre le soir. L'apparente neutralité de ces zones en fait des bastions inabordables du pouvoir. Cette « invulnérabilité » n'est toutefois pas imputable aux seuls contrôle et surveillance renforcés, mais plutôt au fait qu'elles semblent se situer « hors de portée ». Il est évident qu'une « autre » présence, comme les manifestations syndicales rituelles ou, les initiatives citoyennes devant le siège d'une quelconque institution

dans le quartier européen, ne remet pas en question la domination, mais ne fait que la reproduire. Ceci ne nous fera pas omettre que ces zones semblent de temps en temps être dans le collimateur d'une criminalité plutôt conséquente. Aux abords des zones européennes et internationales à Bruxelles, il y a en effet presque toujours quelque chose à s'approprier ; et la résistance de l'eurocrate moyen est négligeable.

D'autre part, de nombreux pauvres et immigrés venus à Bruxelles y restent et composent la mosaïque de la population pauvre de la ville. Cela génère depuis des années toute une couche d'habitants, au fond superflue au capital et à la gestion étatique. De nombreuses personnes s'agglutinent dans des constellations communautaires où, à côté de quelques traces d'entraide (mais souvent selon le modèle patriarcal), se pratique une intense exploitation légale et extra-légale qui ne le cède en rien à l'exploitation dans les zones industrielles autour de Bruxelles, bien au contraire.

Au risque d'utiliser une métaphore trop expressive, on dirait que certaines parties de Bruxelles ressemblent à une montagne de déchets. Des déchets humains, superflus et misérables, renfermés sur eux-même, mais bien entourés par une armée de services sociaux et une force policière plutôt brutale et particulièrement présente. La gestion est loin d'être huilée, elle est plutôt chaotique. Des mécanismes complexes d'enfermement communautaire, clientélisme, répression nette et intégration sélective maintiennent une espèce de présent permanent où le passé ne compte plus et où l'avenir repose sur l'illusion perpétuelle de gagner à la loterie. Tous les facteurs concordent à garder la misère à l'intérieur de cette montagne. Pour se faire une idée de la ségrégation qui traverse Bruxelles et en même temps la fait tenir, il suffit de prendre n'importe quelle ligne de métro du début à la fin. Chaque zone a ses habitants. A certains arrêts, on voit monter des gens qui triment des caddies, mais quelques arrêts plus loin, on aperçoit les premiers représentants de la classe dominante, bien habillés, un sac de sport avec une raquette de tennis à la main, ou une sacoche d'ordinateur portable. Ce n'est donc en rien un hasard ou une vilenie injustifiée du pouvoir si tant d'efforts répressifs se concentrent sur les transports en commun. Indispensables à la circulation de marchandises qu'est l'homme moderne, véritables veines de la métropole en devenir, les transports en commun révèlent aussi les contradictions qui traversent la société. L'intégration à travers les transports vers les camps du capital (travail, école, consommation, administration) sera toujours un possible champ conflictuel pour ceux qui soit ne peuvent, soit ne veulent pas être intégrés.

pénètre profondément dans l'être humain, ses rapports et l'expérience de son environnement. Concernant la guerre sociale, il est bien clair qu'une partie des mélanges potentiellement explosifs de rage et de certaines conditions est transvasée dans la sphère virtuelle. Il n'y a aucun doute là-dessus : la propagande actuelle sur les « médias sociaux » et les technologies de communication à portée de tous comme étant des leviers pour des changements sociaux voire même pour la révolution sert uniquement l'intégration dans le capitalisme. On tend clairement à nous dire : « *Sans nous, tu ne seras même plus capable de te révolter.* » La perspective révolutionnaire se trouve donc coincée entre l'inéluctabilité de la technologie et la nécessité de rompre totalement avec elle, si on veut créer de véritables espaces et moments de révolte où la subversion devient possible. Cela représente un étranglement auquel on n'échappe pas facilement et qui pose des questions profondes sur la possibilité de l'intervention révolutionnaire dans la réalité sociale.

Vers la rencontre imprévue...

La métropole bruxelloise en devenir, ou la « prison à ciel ouvert » si on veut, dispose, comme on l'a vu, de tout un arsenal de moyens et de mécanismes pour affronter des conflits et des révoltes partiels. Au lieu d'y opposer vainement la nécessité d'une totalité révolutionnaire, il nous semble plus intéressant de réfléchir à comment ce tout révolutionnaire, la remise en question totale de la société actuelle, peut naître de la mosaïque des différentes conflictualités.

On l'a dit déjà à plusieurs reprises. *Certaines rencontres ne sont pas supposées avoir lieu.* La gestion de la paix sociale fait tout son possible pour empêcher ces rencontres. La fragmentation et l'éclatement de la conflictualité sociale génèrent toute une série de sursauts éphémères, mais violents et radicaux ; mais les liens, reconnaissances, ponts entre ces sursauts font défaut. Non pas au nom d'une quelconque absorption dans une vision totale, mais pour relier, *là où elles se concrétisent*, les différentes conflictualités. Une telle perspective d'agitation et de lutte est la négation radicale de la politique qui pense toujours à se servir des gens, mais c'est une perspective qui exige d'apprendre à abandonner la « peur » de ne pas tout comprendre, de ne pas tout *maîtriser*. L'intervention anarchiste et révolutionnaire doit totalement abandonner tout modèle représentatif, même camouflé (« au nom du prolétariat », « au nom des prisonniers », « au nom du quartier ») et comprendre qu'elle n'est tout simplement qu'une des forces agissantes, activement occupées à détruire l'existant.

d'un renforcement de la présence répressive cherche à capturer les révoltés dans une grille de prévisibilité ; mais face à l'imprévisibilité et à la diffusion des pratiques d'attaques, il lui est difficile voire impossible de réagir. Dans une certaine mesure, la présence massive des forces de l'ordre peut même servir de paratonnerre pour la révolte : au lieu d'attaquer ce qu'elles tentent de protéger, la fixation exagérée sur les forces répressives mène à la stagnation des révoltés. On ne veut pas dire par là, qu'on doit tout simplement céder des terrains à l'avancée de la répression, mais plutôt qu'il serait temps d'abandonner sur ce terrain, comme sur d'autres, la vieille idée de la défense et de risquer le pari du choix radical de l'offensive, de tenter de prendre partout et toujours l'initiative et de ne pas se retrouver à la remorque des mouvements de la répression.

Les infrastructures de la métropole.

On soulignait déjà l'importance des axes de transport et des transports en commun pour le développement de la métropole bruxelloise et on peut étendre ce raisonnement vers toutes les infrastructures qui rendent possible, promeuvent et facilitent la circulation de la marchandise, des hommes et des informations. Car une métropole est bien sûr un carrefour, où la rapidité de la circulation capitaliste est un indicateur particulièrement important de la puissance économique. Il est impossible de s'imaginer aujourd'hui une métropole européenne qui ne soit pas entièrement couverte par un réseau de téléphonie portable, qui ne soit pas, via différentes lignes parallèles et interconnexions du réseau de haute tension, quasi « assurée » de son alimentation électrique, qui ne dispose pas de milliers de kilomètres de câbles de fibre optique permettant le courant digital. Cet ensemble peut être considéré comme la colonne vertébrale de la métropole moderne et, malgré la surveillance et l'interconnexion, comme particulièrement vulnérable.

C'est à travers ces infrastructures vitales du capital que la domination réalise une partie considérable de son contrôle répressif et préventif. Il n'y a pas besoin de s'étendre pour expliquer comment tout citoyen en possession d'un portable peut être suivi en permanence et a posteriori, et est effectivement suivi ; comment la numérisation et l'interconnexion des banques de données permet la construction d'une cartographie des rapports sociaux. Les lignes de démarcation que dessine la métropole parmi sa population sont multiples (pauvres/riches, intégration/ségrégation, papiers/sans-papiers,...) et une de ces démarcations se concrétise toujours plus dans la division technologique de la société. A travers sa technologie et la domestication qui va de pair, la domination

Notre quartier, meilleure garantie pour le pouvoir ?

La forte concentration de pauvres dans certains quartiers bruxellois et la misère qui va de pair ne provoquent cependant pas de rejet ou leur négation. Bien au contraire, semble-t-il ... L'identification à « son quartier » (contrairement aux bureaucrates de passage ou, d'une autre façon, aux sans-papiers et prolétaires errants) et les divisions communautaires sont bien présentes, même si cette identification ne prend pas du tout la forme perversive caractéristique d'autres métropoles, où l'on assiste à des guerres de codes postaux. Mais tant que cette identification et l'autonomie relative qu'on peut retrouver dans certains quartiers (sous l'œil bienveillant des figures dirigeantes, élues ou pas, en uniforme ou pas) sont surtout orientées sur la reproduction des rapports capitalistes, elles ne posent évidemment pas de problème au pouvoir. Dans un certain sens, c'est même la meilleure garantie que d'autres zones, « neutres », restent préservées d'une inondation par la misère ou... par la révolte. Les émeutes et troubles occasionnels dans certains quartiers bruxellois n'échappent pas à l'enfermement et à la gestion de la paix sociale. Évidemment, il y a d'autres raisons à « l'isolement », le soutien et la complicité éventuels dans « son » quartier n'en sont pas des moindres. Les émeutes d'octobre 2011 dans le quartier de Matonge (sans entrer dans leur contenu) en fournissent un bon exemple. Pendant presque deux semaines, ce quartier s'est mué en une zone indomptable, malgré l'impressionnant déploiement policier, la médiation sociale et la terreur étatique (tortures sans honte et mauvais traitements étaient une constante). Mais le vrai danger était sans doute que les émeutes tentent des incursions vers une autre zone (comme par exemple le quartier Louise avec ses boutiques de luxe, sa faune bourgeoise et ses bâtiments judiciaires), ce qui aurait possiblement mis le feu à la mèche dans d'autres quartiers. La répression rude et impitoyable qui a suivi une telle tentative (le pillage d'un bijoutier sur l'avenue Louise lors d'une manifestation) laisse peu de place à la fantaisie.

L'Etat pousse vers la division et la séparation de la métropole en quartiers. Cela pourrait sembler en contradiction avec la tendance générale au nivellement et à l'uniformisation qu'exige une métropole, mais il s'agit en fait d'un seul et même mouvement. La gestion joue l'alternance, en même temps ou selon les conditions sur les deux terrains. Par l'uniformisation, elle combat la possible émergence d'un autre « point de référence », voire peut-être même rebelle, que la domination (par exemple un quartier où d'autres « codes » ou valeurs soient mis en avant) ; par la division et la séparation en quartiers elle combat la possible reconnaissance entre révoltés au-delà de l'aspect territorial. Il est

impossible d'affronter ce mouvement double, mais unifié, par une perspective invariable ; par exemple vouloir transformer certains quartiers en bastions de résistance ou, à l'inverse, rejeter a priori toutes les particularités et possibilités existantes dans certains quartiers. Le double mouvement du pouvoir doit être affronté de manière asymétrique.

Malgré d'importantes limites, on ne peut pas nier que certains quartiers bruxellois sont des marécages où la révolte n'est pas un hôte importun. Ce sont des marécages moins facilement pénétrables pour les défenseurs de l'ordre et où régulièrement, on choisit de passer à l'assaut. Dans ce sens, ils laissent plus d'espace pour un dialogue entre différentes rébellions, mais cet espace doit être reconquis en permanence sur les mécanismes de régulation à l'intérieur du quartier, comme les « grands frères », les gestionnaires du trafic de drogue et les réflexes racistes ou nationalistes des communautés. Cet espace ne s'obtient pas seulement à travers une présence intense, mais certainement aussi en lançant des propositions de lutte et en les accomplissant de façon conséquente. La reconnaissance dans une révolte partagée et même la complicité se trouvent parmi les possibilités.

Les projets urbanistiques actuels jouent un double rôle dans la gestion des quartiers. D'un côté il y a la composante de l'intégration, de l'autre celle de la ségrégation. Prenons l'exemple de la rénovation et le réaménagement de la zone du canal qui sépare Molenbeek de Bruxelles-centre. Il s'agit là d'un projet gigantesque pour faire reculer de quelques dizaines de mètres la frontière conflictuelle entre riches et pauvres, entre citoyens actifs et prolétaires-rebut. Mais ces quelques dizaines de mètres sont significatifs et en deviennent des centaines les années passant. Ils remplissent la même fonction que le fossé entourant les châteaux médiévaux. Depuis longtemps, les fortifications de la répression et du pouvoir ne consistent plus seulement en béton, en barbelés et en mercenaires armés jusqu'aux dents. Un quartier réaménagé avec ses nouveaux codes culturels, son accès au langage du spectacle et de la citoyenneté, son accès à la consommation différenciée et aux applications technologiques de pointe, définit une ligne de démarcation virtuelle que seule une révolte particulièrement sauvage pourrait encore franchir, une révolte qui ne nourrit plus aucune illusion sur les valeurs que le pouvoir exhibe et ne veut plus rien savoir de ce qu'il offre. Et pas besoin d'un grand effort pour constater que de telles révoltes sont rares, englués comme nous le sommes dans le spectacle des marchandises et de la paix sociale.

de la police fédérale et les patrouilles anti-agression circulant en uniforme et en civil.

L'extension du réseau de vidéosurveillance fait actuellement quelques sauts quantitatifs et qualitatifs. D'un côté, il y a l'implantation massive de caméras qui fait que, selon la police, certaines parties de la ville sont entièrement « couvertes » ; de l'autre côté, il y a l'apparition de caméras « intelligentes », équipées de logiciels sophistiqués de reconnaissance de comportements et de microphones pour écouter les conversations, les bruits etc. L'intégration des caméras privées dans le travail d'observation et de recherche de la police s'accélère, notamment grâce à la disponibilité de puissantes nouvelles technologies. En parallèle à l'implantation des caméras de police, on octroie des subsides à tous les particuliers qui installent des caméras devant leurs maisons, commerces,...

A part la police classique, on voit aussi, comme dans toutes les autres villes, une augmentation du nombre de vigiles privés et toute une série de nouveaux uniformes et contrôleurs. Bien qu'ayant des compétences plus limitées que la police, ils servent clairement de délateurs et de balances. Prenons l'exemple des gardiens de paix. Recrutés dans les basses couches de la population, on fait promener ces uniformes mauves dans la rue. Tous les jours, on attend d'eux un rapport avec leurs constatations, par exemple le signalement de graffitis et de slogans, ce qui accélère le processus pour les enlever. Ou encore ces gardiens de stationnement : aujourd'hui, ils prennent en photo tout véhicule n'ayant pas de ticket de stationnement (ou qui semble un peu « louche » !). Il va de soi que ce système, avec en moyenne deux passages par jour, a facilité la détection de voitures volées, abandonnées,.... Dans ses rapports annuels, la police ne cache d'ailleurs pas cette amélioration. La multiplication des fonctions de contrôle répond d'un côté à la stratégie de la présence répressive et de l'autre à la croyance qu'en donnant du boulot aux gens, même si celui-ci consiste juste à se promener, la paix sociale se maintient plus facilement. Le raisonnement est fort simple : pourquoi l'État donnerait-il des allocations à des gens pour « ne rien faire » tandis que ça lui coûte exactement la même chose de leur payer un salaire minimal en les embauchant comme contrôleurs ? Le démantèlement en cours de ce qui reste d'État social en Belgique suivra certainement cette voie.

La tendance de cette présence répressive ne peut difficilement ou tout simplement pas être combattue d'une façon symétrique. La révolte doit chercher à trouver ses propres terrains qui ne sont pas encerclés ou occupés par la répression : l'affrontement frontal ne nous semble pas du tout à l'ordre du jour. Par contre, il restera toujours possible d'attaquer là où ils ne l'attendent pas, là où l'obscurité nous fait échapper aux yeux de la répression. La stratégie

le bétail électoral, même si leur combat citoyen reste illusoire vu la grande indifférence voire l'hostilité vis-à-vis des partis et de la politique.

Enfin, nous devons encore souligner un autre aspect de la gestion de la paix sociale à Bruxelles : la politique mafieuse. De nombreux bourgmestres et autres responsables communaux se trouvent jusqu'au cou dans la merde mafieuse et représentent des carrefours d'intérêts économiques légaux, para-légaux et illégaux. Depuis bien longtemps, cela ne provoque plus de scandale que certains échevins de logements soient des marchands de sommeil, que les « chauffeurs » de bourgmestres bruxellois soient impliqués dans des trafics d'armes, que des agents de police et certains commissariats soient d'importantes plaques tournantes dans le trafic de cannabis, d'héroïne et de cocaïne, que certains chefs bruxellois de la police fédérale soient les meilleurs amis de certaines entreprises en bâtiment, quand il s'agit, par exemple, de la construction du nouveau quartier général de la Fédérale. Et ce n'est pas que toutes ces relations mafieuses se passent dans l'obscurité : les conférences, dîners, fêtes, rencontres et les lieux où ils se déroulent sont clairement affichés et leurs accès assurés par quelque clan mafieux ou par la police. Il faut prendre en compte que la politique de développement urbain de Bruxelles plus homogénéisée ne veut ou ne peut pas en finir avec ces « traditions », mais cherche plutôt à les incorporer et à les encadrer.

Structures répressives

Une des tactiques répressives dont l'État s'est toujours servi, c'est tout simplement d'augmenter la quantité et la présence des forces répressives. En termes quantitatifs, Bruxelles fait partie du top trois de villes européennes avec la plus grande concentration d'agents de police par rapport au nombre d'habitants. Les temps d'intervention des patrouilles dans la plupart des communes bruxelloises sont bien plus courts que les moyennes européennes. On voit aussi la présence dense de commissariats dans la ville ; commissariats qui sont d'ailleurs quasi tous en rénovation avec l'installation de caméras sur chaque coin du bâtiment, des vitres blindées, des parkings fermés... enfin, tout ce qui pourrait aider à prévenir des attaques. Avec l'extension du réseau de vidéosurveillance, les commissariats acquièrent encore une autre fonction, pointant vers une décentralisation de la capacité d'intervention : les images des caméras ne sont pas seulement visionnées par la centrale de contrôle qui se trouve dans la caserne, mais aussi par les commissariats locaux. Pour compléter ce tableau, il faut encore souligner la formation d'unités spécialisées, comme l'unité d'assistance

La construction de nouveaux camps et temples

Les autorités bruxelloises, incitées voire forcées par leurs homologues nationaux et internationaux, semblent vouloir mettre fin à la prolifération chaotique que le développement urbain a connu pendant des décennies. Les projets mafieux et clientélistes de construction de tours, bureaux et centres commerciaux répondant plus à l'avidité d'un quelconque politicien ou entrepreneur (les exemples sont légions à Bruxelles) cèdent la place à une politique de développement toujours plus homogénéisée et rationnelle.

La construction de nouveaux camps est en cours aux quatre coins de Bruxelles. Du nouveau centre commercial à Machelen en passant par le centre de congrès et de consommation au Heizel et le nouveau siège de l'OTAN à Evere jusqu'à la nouvelle prison de Haren, le réaménagement du zoning industriel d'Anderlecht et les nombreux « incubateurs d'entreprises » dans les quartiers et autour des universités : partout, l'État et le capital construisent de nouveaux camps et temples. Le talon d'Achille, ou mieux, la condition fondamentale pour la réussite de tous ces projets est bien sûr l'accessibilité. Celle-ci a un nom et constitue le levier qui doit transformer Bruxelles en véritable métropole : le réseau RER. Par le développement d'un Réseau Express Régional, le pouvoir veut garantir une connexion rapide et sécurisée entre les camps, vieux et nouveaux, et stimuler la circulation de la main d'œuvre entre les « banlieues » croissantes et qui se prolifèrent rapidement, et les cœurs commerciaux, économiques et administratifs de la métropole. Ce réseau RER n'est pas quelque chose d'éphémère : le projet est en cours depuis quelques années et l'État souhaite qu'il soit opérationnel vers 2025. Ce projet est évidemment l'occasion pour développer d'autres projets de mobilité, comme la construction de nouvelles lignes de métro (une connexion directe entre Schaerbeek et le quartier européen, afin de renforcer la présence aisée d'eurocrates, de lobbyistes, etc. dans certaines parties de cette commune), l'extension du ring de Bruxelles ou la rénovation des zones de transit comme la station Schumann. Tout ceci correspond parfaitement à la logique du capital qui cherche toujours à résoudre les tensions et les contradictions générées par l'exploitation en étendant et en intensifiant cette exploitation. Et selon la bonne vieille logique socialo-libérale des lois du marché, les miettes devraient alors devenir, au sens absolu, toujours plus grosses.

Une des caractéristiques fondamentales de la métropole, c'est la division du territoire en zones selon leur fonction : habiter, consommer, travailler, administrer, etc. Cela permet un contrôle différencié et même un bouclage relatif en cas de troubles. La croissance soutenue du nombre de pauvres dans et juste

en-dehors des contours de Bruxelles (Alost, Ronse, Tubize mais entre temps aussi déjà Termonde et Malines) est bien évidemment la conséquence de la politique urbanistique de la métropole-en-devenir. De nouveau, le RER jouera le rôle fondamental d'assurer la connexion entre les zones d'habitation de la main d'œuvre pauvre et les zones de travail.

La zone européenne est également, comme on le voit bien, en pleine expansion. Elle n'est pas seulement un carrefour international de circulation et de pouvoir, elle doit aussi, en vue d'une possible centralisation de l'Union Européenne, être prête à s'acquitter de sa fonction de capitale du Pouvoir européen. Cette expansion rogne et engloutit de façon particulièrement agressive des parties des quartiers alentour, elle modifie les axes de transport et limite les possibilités de transit. L'implantation physique du quartier européen permet aussi un bouclage militaire total, entretemps devenu pain quotidien avec la succession de sommets européens et de rencontres internationales. Il faut à peine boucler quelques rues et deux tunnels, et voilà que le quartier Européen devient un bastion impénétrable.

La domination est composée de rapports sociaux, mieux, elle *est* un rapport social et dans ce sens, elle est partout autant qu'ailleurs. Cela n'empêche pas que tous les rapports sociaux ont aussi leurs incarnations physiques et que la domination ne serait qu'une idée vaine si elle ne se concrétisait pas dans des structures et des hommes. Ces structures et hommes se trouvent partout, mais pas toujours dans la même concentration. Dans la perspective d'attaques insurrectionnelles, on ne peut en aucun cas céder au chantage du pouvoir qui nous désigne un terrain de jeu. L'approche insurrectionnelle et subversive de l'espace du capital et de l'autorité ne peut qu'être que celle de l'autonomie : choisir soi-même les endroits et les terrains de l'affrontement, et briser et dépasser tous les rôles imposés (qui se déroulent aussi dans l'espace physique). Dans un certain sens, l'essence du phénomène insurrectionnel se trouve dans le franchissement physique d'un seuil qui, en un endroit spécifique et d'une façon particulière, marque la frontière entre l'ordre et la révolte, entre l'autorité et les insurgés. Il est évident que cette question ne peut pas être réduite à retracer un quelconque cœur de la domination ; c'est dans les conditions de l'affrontement et dans les expressions des désirs insurrectionnels que ces fameux « seuils » pourraient se révéler.

Le spectacle de la paix sociale

Mis à part les camps essentiellement économiques et politiques, la rage de construction sévit aussi dans le secteur du logement. La recette n'est pas nouvelle : l'implantation d'unités de logements sécurisées, closes et confortables voire luxueuses au bord ou dans les quartiers « démunis ». Ces projets sont élaborés par la politique d'urbanisme de la Région bruxelloise et réalisés d'un côté par un certain nombre de grandes entreprises de construction, de l'autre par des entrepreneurs de ces quartiers mêmes qui ramassent un maximum de subsides et ne se soucient guère des réglementations du travail. De tels projets suivent le chemin inverse de la théorie de la vitre cassée : par leur présence, toute une série de changements se met en route. Les places sont réaménagées et « neutralisées », des magasins plus chers s'installent pour répondre et stimuler un autre comportement de consommation, la prévention et la répression de vols et de la criminalité sont intensifiées, toutes sortes de projets « sociaux » qui cherchent à habituer les habitants plus pauvres à la présence d'une classe moyenne aisée qui apprécie bien « l'ambiance » d'un quartier populaire.

Au-delà de cela, les autorités se donnent toujours plus de moyens pour lutter contre la « dégradation » et donc contre « ceux qui dégradent ». Plusieurs communes bruxelloises ont par exemple déjà affiché leur volonté de rénover à leurs frais et de louer des bâtiments vides, avec l'aval du propriétaire qui récupère son bien quelques années plus tard. Au niveau répressif, on assiste à des campagnes sans fin pour stimuler la citoyenneté, souvent accompagnées par des collaborations artistiques, afin de modifier les habitudes des prolétaires et de les incorporer dans l'armée obéissante des citoyens. Les campagnes contre les déchets illégaux par exemple n'ont évidemment rien à voir avec un quelconque souhait des autorités d'augmenter la « qualité de vie », mais tout avec le contrôle social à travers un subtil jeu de prévention et de répression. Les « Sanctions Administratives Communales », destinées à punir des « incivilités » via des amendes infligées par quasi n'importe quel fonctionnaire, sont le bâton derrière la porte. On ne s'étonne pas que toute la communauté de gauche et syndicale se retrouve à la remorque de cette stratégie et se pose même souvent en avant-garde en termes de « projets sociaux ». La machine bien huilée d'asbl et d'associations à Bruxelles, construite sur des années de clientélisme et de politique, est un étouffoir particulièrement puissant de la guerre sociale. Le but de cette machine est, *sans exception et au-delà des bonnes volontés des individus impliqués*, la promotion du spectacle de la paix sociale et l'intégration dans le système. En période électorale, on s'en sert coup sur coup pour mobiliser